

Pandémie et crise socioéconomique : l'Afrique à l'ère du Covid-19

jeudi 16 juillet 2020, par [MARTIAL Paul](#) (Date de rédaction antérieure : 15 juillet 2020).

Le Covid-19 n'a fait qu'aggraver la crise économique, sociale et alimentaire que connaît l'Afrique. Une détérioration qui frappe de plein fouet les populations, notamment les plus précaires.

Sommaire

- [Récession](#)
- [Le poids de la dette](#)

La situation d'avant l'apparition de l'épidémie du Covid-19 en Afrique était marquée par un affaiblissement de son économie, conséquence de l'effondrement des marchés des produits de base sur la période 2014-2015. Ainsi, l'exportation des matières premières sur laquelle est fondée l'économie dans beaucoup de pays a connu des crises importantes. C'est évidemment le cas pour les pays exportateurs de pétrole, mais aussi pour la Zambie et la République démocratique du Congo pour le cuivre ou la Guinée pour la bauxite. L'extrême dépendance de ces pays aux multinationales implique une volatilité de leurs revenus. Les crises que connaissent les pays riches sont démultipliées en Afrique avec des conséquences dramatiques pour les populations en l'absence de marges de manœuvre budgétaires mais aussi de protection sociale.

Récession

La crise du Covid-19 ne fait évidemment qu'accentuer cette situation. Le FMI prévoyait en avril un recul du taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) de 1,6 % tandis que la Banque mondiale tablait sur des chiffres supérieurs, entre 2,1 % et 5,1 %. Le FMI vient de revoir sa copie en juin et annonce désormais une récession de 3,2 %, ce qui se rapproche des pronostics pessimistes de la Banque mondiale.

Le directeur régional de l'AFD (Agence française de développement) en Afrique de l'Est, dans une tribune intitulée « Afrique de l'Est : ce qui doit changer après le Covid-19 » [\[1\]](#) montre que « les liens commerciaux intra continentaux ont été plus fragilisés que les liens internationaux ». L'auteur rend les gouvernements et les administrations responsables, ce qui est vrai, mais il ne se pose pas une seule fois la question de l'origine d'une telle situation.

Cette dépendance de l'Afrique aux pays riches est la conséquence de siècles de politiques colonialistes puis impérialistes. L'Europe a imposé à l'Afrique une économie de rente, la cantonnant à un rôle de simple réserve de matières premières au détriment du développement de son marché régional. Depuis, les pays industriels USA et Chine en tête profitent de cette division des rôles à l'échelle mondiale. Il ne faut pas compter sur un changement de politique des pays riches pour promouvoir le développement d'une économie locale répondant en partie aux besoins des populations malgré les discours que l'on nous rabâche depuis des années.

En France, l'institut Montaigne, un think tank libéral, a publié une analyse de la situation des entreprises françaises en Afrique. Au-delà des poncifs que l'on peut trouver dans ce type d'étude, cet institut voit comme principal danger que les entreprises françaises ratent la reprise économique : « Avec la vingtaine d'entreprises mobilisées pour l'élaboration de la note de l'Institut Montaigne, nous en sommes arrivés au constat que le risque principal est de rater la reprise de l'activité : il faut aller vite tout en garantissant la sécurité. » [2].

Déjà, dans l'agroalimentaire, les firmes européennes se préparent. Profitant des subventions de l'Europe, les entreprises laitières stockent le lait invendu sous forme de poudre pour tenter de l'écouler en Afrique de l'Ouest. Le principe est le suivant : « Avec les matières grasses du lait, un certain nombre d'industriels produisaient du beurre qu'ils vendaient à de très bons prix, et le lait écrémé en poudre qui restait était ensuite réengraissé avec de l'huile de palme et vendu dans des pays émergents à des prix plus faibles que leur lait local ».

Une pratique qui met en crise le secteur d'élevage déjà durement touché par les conflits armés sur le continent.

Le poids de la dette

La dette est un autre exemple de l'étranglement économique de l'Afrique. Il est vrai que les responsables d'institutions financières ou politiques africains pendant la crise du Covid-19 ont fait plutôt profil bas. Au lieu d'exiger l'annulation de la dette, dont le remboursement grève les budgets nationaux, ils ont simplement demandé un moratoire, c'est-à-dire une suspension temporaire du remboursement de la dette, alors que dans le même temps les pays riches annonçaient le déblocage de centaines de milliards d'euros pour relancer l'économie, notamment à travers des aides massives aux grandes industries.

Un moratoire, qui de toute manière ne s'applique pas à la totalité de la dette et, comme l'indique la presse spécialisée : « L'Afrique devra trouver les moyens en devises pour rembourser les créanciers non bilatéraux. Ce sont des investisseurs privés qui ont fait des placements sur les eurobonds et autres emprunts bancaires effectués par les pays de la région. » [3]

Dans un de ses articles, le CATDM - le comité pour l'abolition des dettes illégitimes - faisait remarquer que la part du remboursement de la dette occupait 7,8 % du PIB en moyenne dans les pays à faible revenu, alors que les dépenses de santé seulement 1,8 % du PIB [4].

Quant à la situation alimentaire, elle était déjà difficile puisqu'à la fin de l'année 2019, 73 millions de personnes étaient victimes de malnutrition. Frappées par l'invasion massive des criquets qui faisait suite à trois années de sécheresse, une grande partie des récoltes en Afrique de l'Est a été détruite, menaçant une dizaine de millions de personnes. Pour des pays comme la République de Centrafrique, le Sud Soudan ou la Somalie, la situation est aussi très critique du fait de la permanence des conflits armés. L'épidémie du virus du Covid-19 a attisé les problèmes de nutrition et créé des tensions dans d'autres régions, frappant les populations les plus précaires. En effet l'ONU fait état « des pics de la faim en Afrique de l'Ouest et centrale, où le nombre de personnes en situation d'insécurité alimentaire a bondi de 135 %, de même qu'en Afrique australe, où l'on enregistre une hausse de 90 % » [5].

La crise du Covid-19, en Afrique comme ailleurs, montre la nécessité de réorienter l'économie pour répondre aux besoins sociaux des populations. Un tel changement implique une volonté politique qui n'est pas plus présente dans l'agenda des dirigeants africains et des pays riches aujourd'hui qu'hier. Seule solution, l'irruption massive des peuples sur la scène politique.

P.-S.

- Créé le Mercredi 15 juillet 2020, mise à jour Mercredi 15 juillet 2020, 09:30 :
<https://npa2009.org/arguments/international/lafrigue-lere-du-covid-19>
-

Notes

- [1] Christian Yoka, « Afrique de l'Est : ce qui doit changer après le Covid-19 », 30 juin 2020, en ligne sur :
<https://www.jeuneafrique.com/1008227/economie/tribune-afrique-de-lest-ce-qui-doit-changer-apres-le-covid-19/>
- [2] Jean-Michel Huet, « Entreprises françaises en Afrique et Covid-19 : « Aller vite tout en garantissant la sécurité » », 3 juillet 2020, en ligne sur :
https://www.lepoint.fr/afrique/entreprises-francaises-en-afrique-aller-vite-tout-en-garantissant-la-securite-02-07-2020-2382822_3826.php
- [3] « Report du remboursement de la dette : un soutien du G20 difficile à accepter pour beaucoup de pays africains », 11 mai 2020, en ligne sur :
<https://www.agenceecofin.com/finance/1105-76505-report-du-remboursement-de-la-dette-un-soutien-du-g20-difficile-a-accepter-pour-beaucoup-de-pays-africains>
- [4] « Effet d'annonce, mensonge et omission sur les dettes africaines, Macron mise sur le Club de Paris », 1^{er} juillet 2020, en ligne sur :
<http://www.cadtm.org/Effet-d-annonce-mensonge-et-omission-sur-les-dettes-africaines-Macron-mi-se-sur>
- [5] « Les effets de la Covid-19 aggravent la faim chez les plus vulnérables, alerte l'ONU », 1^{er} juillet 2020, en ligne sur :
<https://www.un.org/fr/coronavirus/articles/hunger-worsening-for-vulnerable-population>